

Une diplomatie française de plus en plus pro-israélienne

Marquée par son double passé vichyste et colonialiste, abritant les plus importantes communautés juives et musulmanes en Europe, la France est une caisse de résonance du conflit israélo-palestinien. C'est dans ce contexte que nous avons choisi de rappeler les évolutions de la diplomatie française dans ce tableau.

DATES	ÉVÉNEMENTS ET PRISES DE POSITION
1947	La France, après avoir envisagé de s'abstenir, vote le plan de partage de l'ONU.
1948	Le 14 mai, David Ben Gourion proclame la création de l'État d'Israël et commence à élargir son territoire au-delà de ce qui était prévu par le plan de partage de 1947.
1956	L'Égypte nationalise la compagnie du canal de Suez. La France et la Grande-Bretagne s'allient à Israël pour faire la guerre à l'Égypte. L'intervention finit en débandade, les EU et l'URSS contraignent les trois pays à retirer leurs troupes. La FUNU ⁽¹⁾ s'installe sur la frontière israélo-égyptienne.
1953-1957	Shimon Pérès, vice-ministre de la Défense, a pour objectif le développement d'un programme nucléaire. Il a noué d'étroites relations avec Maurice Bourgès-Maunoury, ministre de l'Intérieur puis de la Défense (1956) et Guy Mollet qui deviendra premier ministre en 1956. On dit alors qu'il « est chez lui » au ministère français de la Défense. La France signe un accord pour la construction d'un réacteur nucléaire de 24 mégawatts à Dimona et la livraison d'avions de combat à réaction. Israël pourra développer son programme d'armes nucléaires.
1953	Israël commence les travaux de détournement des eaux du Jourdain qui seront mis en service en 1964.
1967	Guerre de juin : Israël attaque l'Égypte et la Syrie, puis conquiert la Cisjordanie. Remise en cause de l'alliance stratégique avec Israël. De Gaulle dénonce l'offensive israélienne contre ses voisins arabes. Six mois après, à sa conférence de presse du 27 novembre, il prononce une phrase historique, tout à fait inconcevable en 2024 : « <i>Les Juifs, jusqu'alors dispersés, mais qui étaient restés ce qu'ils avaient été de tout temps, c'est-à-dire un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur...</i> ». Il est très isolé dans une société française qui se représente Israël comme David en but au Goliath arabe et qui se mobilise pour soutenir Tel Aviv. Les médias, les intellectuels et artistes, et même son propre camp, le critiquent parfois violemment.
Octobre 1973	La France, en particulier Michel Jobert, refuse de condamner l'action militaire égypto-syrienne pour récupérer le Sinaï et le Golan. Pour Raymond Aron, l'Égypte n'avait pas d'autres options. Kissinger lance des négociations entre Anouar el-Sadate et Golda Meir. Pompidou exprime ses craintes qu'un accord séparé Israël-Égypte ne soit pas approuvé par les États arabes et la communauté internationale.
Octobre 1974	Sauvagnargues rencontre à Beyrouth Yasser Arafat. Yigal Allon est par ailleurs invité à se rendre en France. L'OLP s'affirme sur la scène internationale. En novembre, Yasser Arafat est invité à s'exprimer devant l'assemblée générale des Nations Unies. La France soutient la résolution invitant l'OLP comme membre observateur et accepte l'ouverture d'un bureau à Paris.
21 juillet 1976	Premiers contacts entre l'OLP et le groupe israélien « Solidarité ».
17 sept. 1977	Accords de Camp David entre Israël et l'Égypte. En novembre, Israël décide la création de six nouvelles colonies en Cisjordanie.
1979	Le traité de paix est signé en mars entre les deux pays. Des relations diplomatiques sont établies et le Sinaï est restitué à l'Égypte. La partie palestinienne des accords de Camp David est ignorée; Begin et son gouvernement intensifient la colonisation. Giscard précise que les Palestiniens doivent disposer d'un droit à l'autodétermination dans le cadre d'une paix juste. L'OLP voit sa légitimité renforcée. L'association France-Palestine est fondée en janvier. Elle envoie une délégation parlementaire dans les territoires occupés qui reçoit les témoignages des exactions israéliennes (torture des prisonniers, attentats contre les maires palestiniens). Le CRIF appelle le gouvernement français à adopter « une nouvelle politique d'équilibre et d'amitié à l'égard d'Israël ».
13 juin 1980	Le Conseil européen demande le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. La France s'y rallie.
3 octobre 1980	Attentat contre la synagogue de la rue Copernic (4 morts).
Mai 1981	Mitterrand est élu. Malgré ses sympathies pour Israël, il infléchit ses positions face à l'intransigeance de la droite israélienne.
1982	L'invasion du Liban et le massacre de Sabra et Chatila dégradent l'image d'Israël dans l'opinion française. « <i>La France demande solennellement à Israël qu'il soit mis fin sans délai aux bombardements et aux combats</i> ». Arafat quitte Beyrouth sous la protection militaire américaine, italienne et française et s'installe à Tunis.

(1) Force d'urgence des Nations Unies

FICHE FORMATION

1987-1989	Les images de la première Intifada qui démarre à Gaza en décembre confortent en France la sympathie à l'égard des Palestiniens. Le Conseil National Palestinien proclame l'indépendance de la Palestine le 15 novembre 1988. Mitterrand déclare que « <i>la France prend acte de la déclaration d'Alger et reconnaît le droit des Palestiniens à vivre sur un territoire constitué en État</i> ». Une rencontre entre Mitterrand et Arafat a lieu le 2 mai 1989. Le 4, plusieurs rassemblements de soutien à Israël ont lieu en France.
1989	L'URSS s'effondre. L'émigration des juifs russes s'accélère (Tel Aviv demande aux États-Unis d'accorder moins de visas pour qu'ils viennent plutôt en Israël). L'OLP soutient Saddam Hussein lors de la première guerre du Golfe. Les États-Unis acceptent la tenue d'une conférence de la paix à Madrid où les Palestiniens ne sont pas directement représentés en face d'Israël.
1993	Les négociations israélo-palestiniennes s'activent sous l'égide de la France et débouchent sur la signature des accords d'Oslo qui passent sous silence la question d'un État palestinien. Le rôle de la France sur les relations arabo-israéliennes s'effacera rapidement au profit des États-Unis.
25 février 1994	Un colon, Baruch Goldstein, assassine 29 Palestiniens priant dans la mosquée d'Hébron. Dans les jours suivants, des émeutes éclatent en Palestine. Itzhak Rabin ne prend aucune mesure contre les colons d'Hébron. Des attaques-suicides organisées par le Hamas ont lieu jusqu'en août 1995. Yasser Arafat obtient une trêve du Hamas. Les accords d'Oslo II sont signés le 28 septembre. Ils précisent le calendrier de développement de l'autonomie palestinienne.
4 nov. 1995	Suite à une campagne haineuse de la part de la droite israélienne, Itzhak Rabin est assassiné par un nationaliste religieux d'extrême droite.
1996	Jacques Chirac, élu en 1995, reconnaît la responsabilité de l'État français dans la rafle du Vél' d'hiv. Il se rend en Israël en octobre 1996. Une altercation l'oppose aux services de sécurité israéliens à Jérusalem. Le 23 à Ramallah, puis à Gaza, il bénéficie par ses propos d'une immense popularité dans la population palestinienne.
1997-2000	En 1997, les législatives portent la gauche au gouvernement. Jospin affiche sa proximité avec Israël. En février 2000, dans l'université Bir-Zeit, il est caillassé par des étudiants palestiniens exaspérés par la poursuite de l'occupation et ses propos sur le Hezbollah.
2000-2005	La deuxième <i>Intifada</i> , déclenchée après la visite sur l'esplanade des mosquées d'Ariel Sharon, le 28 septembre 2000, dure jusqu'en 2005. 5 000 Palestiniens et 1 000 Israéliens meurent dans cette escalade, ce qui porte un coup fatal au processus de paix que le sommet de camp David ne pouvait pas relancer. Chirac écrit qu'elle résulte de la frustration d'une population qui n'a rien reçu en échange de sa reconnaissance d'Israël, l'ennemi d'hier. La mort de Mohamed el-Doura le 30 septembre 2000 dans les bras de son père à Gaza ouvre une période de bataille médiatique autour du conflit, renforcée par un complotisme partagé dans les deux camps, et désormais porté par les réseaux sociaux. Les attentats du 11 septembre 2001, des actes antijuifs, provoquent des divisions profondes dans la population juive en France. Les manifestations de soutien au peuple palestinien en 2002 sont massives. Le CRIF organise de son côté des manifestations de soutien inconditionnel à la politique israélienne. Au fil des années, les hommes politiques français (Sarkozy, Delanoë, Fabius, etc.) prennent part aux dîners du CRIF, et participent dès lors aux pires amalgames entre antisémitisme et critique de la politique israélienne. Sharon appelle les juifs de France à émigrer en Israël. À partir de 2001, Arafat vit enfermé par les Israéliens dans son quartier général de la Mouqata'a à Ramallah. Malade en octobre 2004 (suite à un empoisonnement ?), il est accueilli en France pour se faire soigner mais il meurt le 11 novembre 2004.
2007-2008	Sarkozy, élu président de la République, soutient à fond la politique israélienne. Ça se traduit en particulier par l'élaboration d'un accord qui privilégie les liens de l'Europe avec Israël. L'opération « Plomb durci » sur Gaza lancée le 27 décembre 2008 provoque la mort de 1 300 Palestiniens (dont une large majorité de civils) et de 13 Israéliens. Sarkozy la soutient mais finit par s'irriter de l'intransigeance israélienne.
2012-2017	Hollande reprend les mêmes positions pro-israéliennes. En visite en Israël en 2013, il dit vouloir chanter un « <i>chant d'amour</i> » pour Israël. En 2014, l'opération « Bordure protectrice » provoque la mort de 2 000 Palestiniens dont 500 enfants. Hollande assure Netanyahu de son soutien mais n'exprime aucune solidarité avec la population gazaouie.
2017-2022	Peu après son élection à la présidence de la République, Emmanuel Macron déclare : « <i>Nous ne céderons rien à l'antisémitisme, qui est la forme réinventée de l'antisémitisme</i> ». Pourtant en 2018, un sondage commandé à l'IFOP par l'Union des étudiants juifs de France, montre que l'image d'Israël est largement dégradée dans l'opinion publique française. Le gouvernement israélien est perçu comme responsable de l'absence de négociation avec les Palestiniens. Le gouvernement tente de criminaliser le mouvement BDS. En 2020, la Cour européenne des droits de l'Homme (CDEH) conclut que la France a violé le droit à la liberté d'expression en voulant interdire des activités de boycott de produits israéliens. Les accusations portées sur Israël en tant que régime d'apartheid par plusieurs ONG internationales (<i>Amnesty International</i>) ou israélienne (<i>B'Tselem</i>) rencontre un écho dans la vie politique française, mais n'est pas du goût du pouvoir macronien. Le soutien de la France à la politique israélienne devient de plus en plus inconditionnel au point d'être aujourd'hui presque tenté de faire comme si tout avait commencé le 7 octobre 2023.
2023-2024	Macron déclare à Israël son « soutien inconditionnel » et son « droit de se défendre » à partir de l'attaque du 7 octobre. Depuis, malgré le massacre dans la Bande de Gaza et le risque avéré de génocide, la France peine à demander clairement un cessez-le-feu et et surtout, plus de 2 mois après la décision de la Cour internationale de Justice, elle n'envisage manifestement pas d'engager des actions contraignantes au risque de se voir accusée de complicité dans les massacres en cours.

Bibliographie :

- Gresh A. et Aldeguer H., 2017, *Un chant d'amour, Israël-Palestine, une histoire française*. La Découverte, Paris, 192 p.

GT Formation

1967 : de l'échec des nationalismes et des idéologies progressistes à l'essor du religieux

L'année 1967 est incontestablement une année charnière dans le conflit asymétrique israélo-palestinien. Nous ne reviendrons pas ici sur la défaite arabe et la victoire israélienne qui a vu l'occupation de la Cisjordanie, de la bande de Gaza, du Golan et du Sinaï. Nous partirons de deux photos du 9 juin 1967 :

- l'une où la foule cairote, innombrable, avec d'immenses portraits de Nasser, demande au Raïs de revenir sur sa décision de démission*,
- l'autre où un petit groupe de soldats israéliens est au pied du mur des Lamentations**.

Dans le monde arabo-musulman

La première photo évoque à la fois le désespoir de la foule cairote suite à la défaite et sa croyance dans un homme providentiel. Mais elle marque aussi l'échec du nationalisme arabe et des idéologies progressistes qui lui étaient souvent liées face à l'expansionnisme israélien soutenu par les puissances occidentales, et en particulier les États-Unis, qui n'ont pas hésité à fournir des armes à Israël en utilisant leurs bases situées dans certains pays arabes comme le Maroc et la Libye. Pour les Palestiniens, l'échec des armées des « pays frères » a amené un changement de stratégie : désormais, les dirigeants du mouvement nationaliste (c'est-à-dire, à l'époque, la direction de l'Organisation de Libération de la Palestine) ont décidé de « compter sur leurs propres forces ». C'est ainsi que l'OLP a constitué une véritable force militaire basée dans un premier temps en Jordanie puis au Liban. Cela ne manquera pas de poser des problèmes internes à ces pays : massacre de Palestiniens sur l'ordre de Hussein de Jordanie lors du « Septembre noir » de 1970, puis guerre civile libanaise à partir de 1975 et agression israélienne de 1982.

L'échec de 1967 n'est pas seulement militaire, il est aussi idéologique : le recul du nationalisme et celui des mouvements progressistes comme le nassérisme, profitent, avec des temporalités différentes selon les pays, aux mouvements imprégnés par un islam

revendicatif, bien souvent issu de la mouvance « frériste » (dans les pays de rite sunnite). C'est ainsi que dans les années 1970, de nombreux groupes connus sous le nom générique de *Gamaa al-Islamiya* se sont développés en Égypte, avec le soutien de Sadate (qui avait succédé à Nasser mort en 1970), qui les utilisait pour marginaliser la gauche et les nassériens. Certains ont mené une action politico-religieuse, d'autres se sont lancés dans la lutte armée, en particulier le *Jihad* islamique qui a organisé l'assassinat de Sadate en 1981. La mouvance « frériste » s'est développée aussi en Palestine, en particulier à Gaza et a abouti à la création du Jihad islamique palestinien en 1981, puis du Hamas en 1987⁽¹⁾.

Mais ce mouvement n'a pas concerné que le monde arabe et l'islam sunnite : en 1979, dans l'Iran chiite, la révolution islamique de Khomeyni l'a emporté, ce qui n'a pas été sans conséquences dans le monde sunnite. La même année, la guerre civile a commencé en Afghanistan. Les États-Unis (en coopération avec l'Arabie saoudite et le Pakistan) s'y sont engagés pour contrer l'URSS en soutenant les combattants islamistes, via un intermédiaire nommé Oussama ben Laden. Et l'on pourrait multiplier les exemples de cette montée en puissance des courants islamistes radicaux.

Depuis une cinquantaine d'années, l'islamisme est devenu une donnée importante de la géopolitique mondiale et le restera dans les décennies à venir. L'absence de solution au conflit israélo-palestinien a eu un rôle fondamental dans l'essor de l'islamisme contemporain, mais il ne faut pas sous-estimer le rôle de l'interventionnisme des puissances impérialistes (France, Royaume-Uni, Allemagne, Russie [y compris pendant la période soviétique], États-Unis) interventionnisme permanent depuis plus de deux siècles, perçu comme la poursuite des croisades médiévales par certains courants de pensée dans le monde arabo-musulman. Une solution équitable au conflit israélo-palestinien et un arrêt des interventions impérialistes sont des conditions indispensables à la régression de l'islamisme radical

(1) cf. fiche de formation Le nationalisme palestinien depuis la création de l'État d'Israël – deuxième partie : des Frères musulmans au Hamas, PalSol n° 83, janvier 2023

actuel. Sont-elles suffisantes sans démocratisation effective des sociétés et des États? On peut en douter, malgré l'espoir – largement déçu – des printemps arabes...

En Israël

La seconde photo (du photographe de presse David Rubinger) montre trois soldats israéliens dont deux, le regard tourné vers le ciel, semblent habités d'une foi profonde, voire extatique, qui fait penser à des tableaux ou des statues d'artistes chrétiens, on pense en particulier à une statue du Bernin, de Thérèse d'Avila en extase. C'est une photo iconique devenue le symbole de la conquête par Israël de la Vieille Ville de Jérusalem et, en particulier, du Mont du Temple, « LE » Lieu saint du judaïsme. Photo à mettre en relation avec l'évolution du mouvement sioniste dans lequel la question religieuse était sous-jacente depuis toujours...

Aux côtés du sionisme travailliste (Ben Gourion, Golda Meir, Yitzhak Rabin...) et du sionisme révisionniste (Jabotinsky, Begin...), le sionisme religieux est longtemps apparu comme secondaire, mais il a toujours été présent. Il est développé, pendant le mandat britannique, par le premier grand-rabbin ashkénaze de Palestine, Abraham Isaac Kook (1865-1935), fondateur en 1924 de la *yeshiva Merkaz HaRav* qui a fourni des cadres au système éducatif national-religieux. Si le rôle du sionisme religieux est encore faible lors de la création de l'État d'Israël, il a néanmoins joué un rôle : il ne voulait pas de République d'Israël, ce qu'il a obtenu ainsi qu'un certain nombre d'autres concessions de la part des travaillistes. Pendant la petite vingtaine d'années qui suit, aussi bien côté palestinien que côté israélien, le discours politique dominant fait référence à des valeurs laïques.

La conquête de la Cisjordanie par l'armée israélienne – tout à fait logique du point de vue militaire, tant la disproportion des forces était grande – est perçue comme « de l'ordre du miracle » par les sionistes religieux; pour « cette jeune génération sioniste religieuse » la victoire de juin 1967 « comporte également [...] une dimension religieuse ». (A. Dieckhoff, in Paris G., 2024).

La prise de la Vieille Ville de Jérusalem est, pour les sionistes religieux, le summum de leurs espoirs : la formule rituelle « L'an prochain à Jérusalem » se réalise physiquement, 1900 ans après la destruction (en 70 après J.-C.) du Temple par les Romains, et permet l'espoir de son rétablissement. Certains militaires issus du sionisme religieux croient écrire une nouvelle page de la Bible, récitent le Cantique des Cantiques, ou pensent avoir vu le

Messie venu reconstruire le Temple! Plus prosaïquement, le général Goren (rabbin de l'armée israélienne, issu de la *yeshiva Merkaz HaRav*) propose de « mettre cent kilos d'explosifs dans la mosquée d'Omar » pour en être « débarrassés une fois pour toutes! » (cf. Enderlin C., 2023, p. 27), mais son supérieur hiérarchique refuse. Le 4 juillet 1967, la *yeshiva Merkaz HaRav* fête la réunification de Jérusalem et la conquête de la Cisjordanie. Le rabbin Zvi Yehuda Kook (1891-1982, fils de Abraham Isaac Kook) rappelle « qu'il existe dans la Torah une interdiction absolue de renoncer [...] à un pouce de terre libérée. [...] Il n'y a pas ici de terre arabe, c'est un héritage divin. » (Ibidem p. 36-37). Désormais, la vision messianique de la *yeshiva Merkaz HaRav* prend une importance de plus en plus grande au sein du sionisme religieux. Certains de ses disciples sont à l'origine de la première colonie israélienne en Cisjordanie occupée, à Kfar Etzion, sur le site d'un kibboutz détruit en 1948, d'autres s'installent dans la vieille ville de Hébron en avril 1968, la veille de Pessah (la Pâque juive). Nous ne pouvons ici évoquer tous les développements du mouvement messianique (rabbin Meir Kahana, *Goush Emounim*, groupes politiques puis partis religieux). Nous savons ce qu'il en est aujourd'hui...

Ce renforcement du religieux à partir de 1967 rend plus difficile les tentatives de compromis en cristallisant les exigences des uns et des autres. Et l'alliance entre ce fondamentalisme religieux, voire messianique, et le nationalisme autoritaire – que ce soit en Palestine (avec le Hamas) ou en Israël (avec l'actuel gouvernement) – entretient une logique de guerre que, seul, le retour de la prééminence du politique sur le religieux pourrait – peut-être – limiter.

GT Formation

* https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Protests_against_Nassers_resignation_1967.jpg?uselang=fr

** Cette photo n'étant pas libre de droits, nous ne pouvons la publier, mais elle est facilement trouvable sur le Net. https://en.wikipedia.org/wiki/Paratroopers_at_the_Western_Wall

Éléments de bibliographie :

› Enderlin C. 2023, *Au nom du temple, Israël et l'arrivée au pouvoir des juifs messianiques*, Éditions du Seuil, Collection POINTS, Paris, 501 pages.

› Fontaine J. 2021, *L'échec des nationalismes arabes et l'essor de l'islamisme*, Cause commune, n° 24

› Paris G. 2024, *À Jérusalem, en 1967, le retour du religieux*, *Le Monde*, 11-01-2024.

Gaza, une histoire multimillénaire

Gaza n'a pas toujours été une enclave fermée, une prison à ciel ouvert, c'est une ville multimillénaire dont le rôle, dès l'Antiquité, a été important. Elle le doit à une situation géographique particulièrement intéressante : elle est à la limite des zones climatiques méditerranéenne et désertique et bénéficie des apports de l'eau d'une rivière intermittente (appelée aujourd'hui le *Wadi Gaza*) venant des hauteurs de Hébron et au débit plus élevé pendant l'Antiquité qu'aujourd'hui en raison d'un climat légèrement plus humide. Située à l'extrême sud-est de la Méditerranée, elle est le port le plus proche de la péninsule arabique et le point d'arrivée le plus facile des voies commerciales provenant des montagnes du sud de la péninsule (que nous appelons Yémen aujourd'hui), qu'elles soient caravanières (via les oasis) ou maritimes (via la mer Rouge et le port d'Aqaba, utilisé par l'Homme depuis 6 000 ans et distant de Gaza d'environ 200 km). Ainsi, pendant l'Antiquité, elle était le point d'arrivée de la myrrhe et de l'encens... et leur point de redistribution vers les ports méditerranéens ; par ailleurs, Gaza est située sur la route terrestre reliant l'Égypte aux pays du Levant et, par-delà, à l'Anatolie, à la Mésopotamie et au plateau iranien, route commerciale, mais aussi route des invasions et des luttes entre les grands empires de l'Antiquité ; la ville primitive a été construite sur une colline de 45 m d'altitude à 2,5 km de la Méditerranée.

L'origine de la ville et les Philistins (du *xv^e* au *vii^e* siècle avant J.-C.)

Selon des sondages effectués en 1992, le site de Gaza était déjà occupé vers 1500 avant notre ère et il l'est en permanence depuis cette date. Le nom de la ville vient d'une racine cananéenne, *Gazza*, qui signifierait la « forte » ou la « forteresse ». Très vite, la ville va se développer comme poste stratégique avancé de l'Empire égyptien pour surveiller le pays de Canaan. C'était aussi un centre commercial fournissant à l'Égypte de l'huile et du vin. Au début du *xii^e* siècle avant notre ère, un « peuple de la mer », issu peut-être de Crète, s'est installé en plusieurs vagues sur la côte méridionale du pays de Canaan, entre Jaffa et Gaza : les Philistins ; ils se sont structurés en plusieurs cités-États dont les plus importantes sont Ashdod, Ashkelon, Ekron, Gath et Gaza (noms actuels). C'est à Gaza

en ce *xii^e* siècle (Livre des Juges, 16,30) qu'aurait eu lieu l'épisode biblique de la lutte de l'Israélite Samson contre les Philistins et de sa mort en faisant s'effondrer leur temple, tuant ainsi des « milliers de Philistins » (voir le film de Avi Mograbi *Pour un seul de mes deux yeux*, 2005) ; cet épisode n'a vraisemblablement jamais existé, l'hypothèse la plus probable étant une reconstruction théologique à partir d'un vieux conte cananéen !

Les populations philistines et locales se sont mêlées progressivement et ont construit une civilisation assez prospère, mais qui a dû faire face à une triple menace, égyptienne, israélite et assyrienne. Les cités philistines ont gardé leur indépendance jusqu'au milieu du *viii^e* siècle, malgré de fréquents conflits avec leurs voisins israélites. Dans la seconde moitié du *viii^e*, elles sont tombées sous la domination assyrienne, mais ont gardé une réelle prospérité qui s'est terminée à la fin du siècle suivant par la soumission des cités-États philistines lors de l'invasion babylonienne. Au *v^e* siècle, Hérodote a utilisé pour la première fois un terme dérivé de « Philistin », « Palaistine » pour désigner la bande côtière située entre le mont Carmel et Gaza. Plus tard, les Romains étendront le sens du terme de « Palestine » pour désigner le territoire situé entre la Méditerranée et le Jourdain.

De l'invasion babylonienne à la période hellénistique (*vi^e* au *i^{er}* siècle avant notre ère)

L'invasion babylonienne (604 avant notre ère) a marqué le début d'une période difficile où Gaza a subi diverses dominations (Babyloniens, Égyptiens, Perses). Après la prise de Babylone par Cyrus II en 539 avant notre ère, tous les pays sous domination babylonienne sont passés sous suzeraineté perse. Sous l'empire des Achéménides, Gaza a retrouvé un rôle important aussi bien au plan militaire (vers 525, elle est la tête de pont des campagnes de Cambyse II vers l'Égypte) que du point de vue économique : la ville retrouve une grande prospérité car elle est située à l'intersection des routes commerciales venant d'Arabie (commerce de l'encens) et de la route reliant l'Asie et l'Égypte. Ainsi Hérodote la considère comme étant l'une de plus grandes villes du Levant.

En 332 avant notre ère, Alexandre le Grand s'empare de Gaza après un siège de deux mois et des destructions importantes. Gaza est repeuplée en partie par des Grecs et entre ainsi dans la période hellénistique. La fin du *iv* siècle est marquée par des affrontements entre les généraux d'Alexandre (ou leurs successeurs) qui se sont

partagé son empire. Mais, au siècle suivant, elle retrouve une grande prospérité (exportations d'esclaves, de textiles et surtout de l'encens provenant de « l'Arabie heureuse », actuel Yémen); d'abord sous la domination du royaume lagide d'Égypte, elle devient une cité-État alliée à l'Égypte. La ville, comme beaucoup d'autres cités d'Orient est profondément hellénisée; comme les villes grecques, elle dispose d'une *boulè* (conseil de 500 membres), de sa propre armée, d'un temple d'Apollon, elle bat monnaie à l'effigie de Zeus... (le film *L'Apollon de Gaza* [2018] fait allusion à la période hellénistique de l'histoire de Gaza). Mais les relations restent tendues avec les Juifs/Israélites et en 97 avant notre ère, le roi de Judée détruit Gaza et annexe son territoire à son royaume.

La période romaine (I^{er} siècle avant J.-C., IV^e siècle après J.-C.)

En 63 avant notre ère, le consul romain Pompée met fin au royaume séleucide, prend Jérusalem et libère Gaza (en grande partie en ruines). Gaza, comme les autres cités grecques ou syriennes libérées, reste dans l'orbite romaine. Sa situation économique s'améliore au I^{er} siècle de notre ère – elle redevient la plaque tournante du commerce de l'encens –, mais vers 66, elle est pillée par les Juifs révoltés contre la domination romaine. Sous le règne d'Hadrien (117-138), la cité entre dans une nouvelle époque de développement. Lors de la seconde révolte juive de 132-135 (dite révolte de Bar Kokhba), l'hostilité de Gaza aux Juifs et son soutien à la répression romaine lui permettent de participer à la vente comme esclaves d'une partie des Juifs prisonniers.

L'impossibilité de fouiller le sous-sol de Gaza en raison des destructions-reconstructions successives sur le même site, ne permet pas de connaître précisément le plan de la ville dont on sait qu'elle était entourée d'un rempart et organisée, comme toutes les villes romaines autour de deux axes perpendiculaires, le *cardo* et le *decumanus*. Elle possédait un théâtre et de nombreux temples, la plupart étaient dédiés à des dieux grecs, mais le plus important était dédié à une divinité philistine, Marnas, assimilée à Zeus. Au deuxième siècle, Gaza est une cité florissante avec le maintien du commerce d'encens et le développement de la viticulture. Produit de luxe, le vin de Gaza est exporté dans l'empire romain dans des amphores fabriquées localement.

Gaza chrétienne (IV^e – VII^e siècle)

La pénétration du christianisme à Gaza est tardive et lente; si quelques familles s'étaient converties au christianisme dès la fin du III^e siècle, elles sont encore

très peu nombreuses au siècle suivant : en 395, il y avait à peine 300 chrétiens (sur une population de 20 000 à 25 000 habitants.), souvent d'origine égyptienne. Un des premiers chrétiens de Gaza fut Hilarion (291-371) qui, semble-t-il, a fondé, vers 350 un monastère portant son nom. Gaza fut la dernière cité de l'Orient romain à résister à la christianisation; néanmoins, au début du V^e siècle, la décision de l'empereur Arcadius de détruire le temple de Marnas (402) facilita le développement du christianisme et entraîna de nombreuses conversions, le christianisme devint dominant et plusieurs églises furent construites, comme Saint-Porphyre en 425, Saint-Serge en 436... Néanmoins, l'influence de l'hellénisme reste forte, ainsi qu'en témoigne l'importance du théâtre largement inspiré de la mythologie grecque classique et des fêtes profanes, héritières du paganisme.

Du point de vue économique, la ville est prospère pendant les V^e et VI^e siècles : outre les productions locales, notamment le vin, elle garde un rôle commercial important grâce au maintien des routes caravanières provenant de l'Arabia Felix - « l'Arabie Heureuse », mais aussi de ses liens par la mer Rouge et le golfe d'Aqaba avec le royaume chrétien d'Axoum (Éthiopie actuelle).

Au début du VII^e siècle, les difficultés s'amoncellent. La ville est prise et occupée par les Perses entre 618 et 629. Reprise par les troupes romaines, Gaza devient musulmane en 634 ou 637 (selon les sources). Elle quitte donc progressivement l'influence grecque et chrétienne pour entrer dans l'orbite du monde arabo-musulman.

Conclusion

Ce long parcours historique (du X^e siècle avant notre ère au VII^e siècle de notre ère, soit plus de 2 000 ans), montre bien l'importance de cette ville liée à sa situation géographique particulièrement intéressante au carrefour de routes commerciales pérennes (jusqu'à l'ouverture du canal de Suez en 1869). Cette histoire montre bien aussi la permanence de l'opposition entre les cités côtières ouvertes sur le monde et les populations des hautes terres... Enfin, quand on sait l'in vraisemblable prétention des suprémacistes juifs à travestir les légendes en vérités historiques, comment ne pas émettre l'hypothèse que la destruction de Gaza sur ordre du gouvernement de Netanyahou n'est pas, dans leurs fantasmes, l'ultime vengeance de la mort de Samson (et nous vous renvoyons encore une fois au remarquable film de Avi Mograbi *Pour un seul de mes deux yeux...*).

Groupe de travail formation